

4^E RENDEZ-VOUS FRANCOPHONES D'ARMÉNIE

Jan Varoujan

4^e Rendez-vous francophones d'Arménie de l'Institut Tchobanian

Session automne 2019

Pour la session automne 2019 des « Rendez-vous francophones d'Arménie », l'Institut Tchobanian avait invité Caroline Galactéros, géopolitologue française et présidente de GEOPRAGMA, *Think Tank* et *Action Tank* consacré à la promotion d'une géopolitique réaliste éthique, pour présenter son dernier livre « *Vers un nouveau Yalta* » et aussi pour rencontrer différentes personnalités en Arménie.

La journaliste Ariane Bonzon a pu suivre quelques-unes de ces rencontres.

La première rencontre a eu lieu à Stepanakert le 7 octobre. Mme Galactéros a été reçue par le ministre des Affaires étrangères de l'Artsakh, Masis Mayilian, pour une interview concernant la situation en Artsakh, les implications et le rôle des différents acteurs dans la région.

Lors de ce voyage vers l'Artsakh différentes étapes ont permis à Mme Galactéros découvrir le pays (Khor Virap, Noravank, Goris, Stepanakert, Chouchi, Gandzassar, Tigranakert, Dadivank...).

Depuis avril 2018 l'Institut invite en Arménie des auteurs français qui n'avaient jamais visité le pays pour le faire découvrir. Des rencontres francophones sont organisées en partenariat avec des institutions comme l'UFAR, Université Brusov, Académie des Sciences, l'Université d'État d'Erevan, Bibliothèque Nationale, Bibliothèque Issahakian, Alliance Française...



C. Galactéros à Gandzassar, Artsakh

De retour à Yèrèvan Mme Galactéros a eu une rencontre approfondie avec le ministre des Affaires étrangères d'Arménie, Zohrab Mnatsakanyan.

Une présentation a été organisée le 8 octobre au Centre Tekeyan pour le livre « Vers un nouveau Yalta ».

Des visites aux musées Matenadaran et Paradjanov, les Cascades, le Vernissage... ont permis de découvrir une (infime) partie de la ville d'Erevan.

Enfin une rencontre avec le président Armen Sarkissian le 10 octobre fut l'occasion d'aborder les sujets comme la place et le rôle de l'Arménie dans un monde en mouvement, la place des nouvelles technologies dans une Arménie tournée vers l'avenir, l'amitié entre les nations...

Avant son retour à Paris le 11 octobre, Caroline Galactéros nous a confié :

« Ce voyage passionnant au cœur d'une nation intense, et aussi chaleureuse que déterminée, m'a convaincue du rôle central de l'Arménie comme acteur régional pivot d'une sécurité globale et comme pont civilisationnel précieux pour la projection de la France vers l'Eurasie. J'espère contribuer via Geopragma au développement d'initiatives communes pour la mise en valeur de l'amitié franco arménienne et de son potentiel économique et stratégique ».



C. Galactéros devant le Matenadaran

Photo : © Sigest



Photo : © Sigest

M. Sirapian et Mme Galactéros avec le président Armen Sarkissian



Photo : © Sigest

C. Galactéros et V. Sirapian, président de l'Institut Tchobanian au Centre Tekeyan d'Erevan



INTERVIEW : ZOHRAB MNATSAKANYAN

Caroline Galactéros

Une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères d'Arménie, Zohrab Mnatsakanyan a été organisée par l'Institut Tchobanian le 8 octobre 2019 à Erèvan.

Caroline Galacteros, présidente de GEOPRAGMA a interviewé le ministre.

Ci-contre des extraits de cet entretien.

La totalité de l'interview est accessible (en anglais) sur le site <https://geopragma.fr/>

Interview de Zohrab Mnatsakanyan, ministre des Affaires étrangères de l'Arménie

CG : Ma première question serait : « **Comment analysez-vous simplement l'état actuel des relations internationales?** » À l'échelle mondiale et surtout en ce qui concerne la coopération, la confrontation entre les États. L'Arménie est au centre d'une grande confrontation. Comment évaluez-vous son rôle dans l'évolution mondiale de l'équilibre des pouvoirs?

ZM : Votre question est extrêmement complexe, elle concerne le défi quotidien pour nous en tant que gouvernement, ou le ministère des Affaires étrangères, et je pense que c'est une condition qui est typique de chaque nation aujourd'hui, parce que oui, ce sont des périodes de changement. Nous traversons évidemment la phase où il y a une réévaluation de certaines modalités et de relations établies. Nous sommes bien sûr entrés dans une phase – notre indépendance – à une époque d'optimisme, d'optimisme pour une nouvelle ère, pour les libertés. Nous sommes devenus un État indépendant à la suite de notre mouvement national et ce n'était pas exactement la conséquence automatique de l'éclatement de l'Union soviétique; notre mouvement pour l'indépendance et la liberté a commencé plus tôt. Nous avons commencé à bâtir notre indépen-



Photo : © Sigest


Caroline Galactéros avec le ministre Zohrab Mnatsakanyan

dance, notre État-nation et notre souveraineté. Nous avons choisi un modèle pour cela, un modèle européen typique qui est basé sur la liberté. Nous avons commis des erreurs en cours de route, mais l'évolution de notre souveraineté, combinée à l'évolution de nos priorités en matière de politique étrangère, a suivi précisément les besoins de la souveraineté de notre nation. Des questions telles que la démocratie et les droits de l'homme avaient une certaine valeur, mais aujourd'hui elles semblent être la monnaie courante. Et je pense que c'est extrêmement dangereux.

L'autre point est que les rivalités mondiales sont devenues un grand défi pour les petits États. Un petit État construit sa sécurité nationale selon une certaine logique, qui est façonnée par des menaces spécifiques et des défis spécifiques à sa sécurité. Et c'est exactement ce que nous

faisons depuis vingt-huit ans. Nous devons nous assurer de savoir comment évaluer soigneusement la méthode de maintien de la consolidation de notre architecture de sécurité nationale. Les rivalités mondiales sont évidemment une contrainte pour les petits États. Nous comptons beaucoup sur un multilatéralisme efficace, et c'est un terme qui est ambitieux et que nous sommes prêts à poursuivre. Nous sommes heureux que notre important partenaire et ami, la France, ainsi que l'Allemagne, soient de grands partisans du maintien du multilatéralisme.

Nous bénéficions également du multilatéralisme régional. Je pense que nous bénéficions du cadre multilatéral européen très avancé et bien structuré qui comprend une intégration avancée de l'Union européenne avec ses membres. Nous travaillons en étroite collaboration sur la façon d'ex-



pliquer plus précisément comment nous construisons notre architecture de sécurité nationale. Mais en dehors de l'Union européenne, je pense que nous bénéficions également de l'existence d'autres institutions régionales et sous-régionales importantes en Europe, telles que l'OSCE et le Conseil de l'Europe. Mais dans chacun d'eux, nous sommes confrontés à des tensions fondamentales et à des pressions fondamentales, de la pénétration de la corruption au Conseil de l'Europe, aux défis pour la sécurité européenne au sein de l'OSCE et aux caprices existants de l'OSCE.

Ensuite, si nous continuons, nous avons d'autres plates-formes évolutives de coopération que nous devons évaluer, comment pouvons-nous les absorber et les combiner afin de garder notre architecture de sécurité nationale consolidée et qui m'amène à la question évidente, «quelle est l'architecture de notre sécurité nationale?». Nous sommes une nation qui, lorsqu'elle a obtenu son indépendance, y est entrée avec un certain héritage. Nous avons le conflit non résolu du Haut-Karabakh et nous avons notre voisin l'Azerbaïdjan avec qui nos relations sont loin d'être amicales. Nous avons la Turquie de l'autre côté, qui est effectivement une menace pour la sécurité de l'Arménie, une grande nation qui nie une relation avec l'Arménie et avec laquelle nous avons encore la grande question du refus de la justice concernant le génocide. Et tous ces facteurs combinés soulignent le profond sentiment de conscience de la sécurité dans nos enjeux et dans notre calcul politique. Pour cela, nous avons constamment construit une structure complexe de relations avec nos partenaires afin de consolider notre

sécurité. Cela concerne également les relations entre l'Arménie et la Russie avec laquelle nous avons développé une relation fondée sur une alliance, car les Russes sont évidemment des acteurs régionaux importants dans ce domaine et des fournisseurs de sécurité.

Le deuxième pilier de notre architecture de sécurité est l'Union européenne qui a été un autre intermédiaire très important pour la sécurité par le biais de son influence politique, le dialogue avancé avec l'Arménie, et la participation cohérente et profonde au renforcement des capacités nationales de l'Arménie, les capacités des institutions nationales qui modèlent le pays.

Enfin, les États-Unis ont été un autre acteur régional important. Un acteur qui participe à la sécurité régionale de bien des façons, y compris dans le cas de l'Arménie, agissant comme un moyen de dissuasion important aux menaces spécifique pour notre sécurité, que nous avons par exemple avec la Turquie. Maintenant, dans les conditions actuelles, vous comprenez qu'il faut faire des efforts considérables pour soutenir la consolidation de cette structure.

Nous entretenons également des relations stratégiques avec la Géorgie et l'Iran, avec lesquels nous avons amélioré nos relations et notre interdépendance en tant que voisins. De toute évidence, dans la situation géopolitique actuelle, il s'agit également de questions où nous pouvons avoir des défis divers pour notre sécurité, mais je pense qu'il est très important de maintenir le sentiment d'interdépendance au nom de la stabilité régionale. Il s'agit d'une situation très difficile pour nous de main-



tenir l'intégrité de notre sécurité nationale. Nous avons évidemment des relations très importantes dans bien d'autres directions. Nous suivons très attentivement et travaillons avec d'autres partenaires comme la Chine, nous avons des relations importantes avec l'Inde, avec le Japon, et nous avons un intérêt majeur pour le Moyen-Orient qui est historique et très tangible puisque nous y avons une présence physique important.

Les Arméniens ont été reconnus pour leur contribution et pour leur capacité à construire des relations civilisationnelles entre les nations et entre les religions. Nous avons une bonne expérience de l'islam et du christianisme vivant ensemble, à travers l'Iran et à travers d'autres pays, le peuple arabe et les nations arabes au Moyen-Orient. Dans ce contexte, bien sûr, nous bâtissons notre politique étrangère. La notion de valeurs dans notre politique étrangère est un moteur très important, un fondement très important : il y a des valeurs qui sont civilisationnelles, nous connaissons notre rôle, nous connaissons notre histoire, nous connaissons notre patrimoine, notre identité et la protection, la promotion, le développement de notre identité est évidemment une fonction importante de notre politique étrangère. Et la promotion et l'utilisation de la coopération internationale pour la promotion de nos valeurs, pour les valeurs de notre nation telles que la démocratie et les droits de l'homme sont également très importants dans la définition de notre politique étrangère. Protéger les intérêts arméniens dans ce monde en mutation est le titre de notre politique étrangère. Promouvoir les intérêts et les capacités de l'Arménie pour

son programme de développement est un autre aspect très important. Par développement, je veux dire la sécurité. Mais la notion plus large de sécurité exige également le développement d'instruments et de fonctions qui visent à consolider nos capacités nationales de développement, les capacités institutionnelles nationales, par exemple, lorsque la révolution de velours s'est produite en Arménie en avril et mai 2018. La période allant d'avril à mai a été une manifestation extraordinaire de la reconquête des valeurs et il s'agissait d'une révolution non violente et pacifique menée par le peuple. Mais pourquoi était-ce possible en Arménie? Pourquoi avons-nous eu la capacité d'absorber le choc d'un changement aussi fondamental? C'est la capacité de toutes nos institutions. Cette capacité a été mise à l'épreuve pendant la révolution, la capacité d'absorber le choc, la société civile, les médias et toutes les autres institutions nationales. Fait intéressant, le Premier ministre a été élu le 8 mai 2018 et le 9 mai 2018 les gens se sont réveillés et se sont mis au travail et ils ont poursuivi leur vie quotidienne. C'est un test très important pour la capacité d'absorber un tel choc. C'était aussi un signal de maturité politique et juridique dans une large mesure. Vous n'arrêtez jamais de construire la démocratie, comme nous le savons d'autres parties de la démocratie peuvent avoir des défis et c'est aussi un défi. Et c'est pourquoi je dis que les valeurs partagées passent différents degrés de défis dans les différentes parties du monde.

CG : Merci, c'est une réponse très complète.

ZM : Et le point fondamental ici, et le plus grand défi, est notre capacité à combi-

ner ces différentes dimensions de nos priorités en matière de politique étrangère, c'est un principe important de ne jamais susciter de conflit entre nos partenaires tout en poursuivant nos priorités en matière de politique étrangère. Nous devons déployer beaucoup d'efforts pour établir de bonnes relations avec l'un de nos partenaires mais jamais au détriment d'un autre.

CG : Mais c'est probablement au cœur de la notion de souveraineté. Et c'est si difficile à maintenir, à garder.

ZM : Absolument et je suis très reconnaissant que vous parliez du cœur de la notion de souveraineté parce que c'est aussi ce que nous essayons de présenter à nos partenaires en ce que notre politique étrangère est strictement et seulement pro-arménienne. Très souvent, nous devons nous attaquer aux différents commentaires que nous soyons favorables à un partenaire ou à un autre. Et nous insistons strictement sur le fait que quoi que nous fassions, au cœur de nos calculs, au cœur de notre politique, notre action est dans l'intérêt arménien.

CG : Je suis personnellement convaincu que la coopération repose sur des souverainetés différentes qui parlent ensemble et tentent de trouver un terrain d'entente qui est compliqué à expliquer aujourd'hui dans cette soi-disant modernité, la modernité politique qui est aussi une sorte de faiblesse. Nous avons une évolution politique, surtout en Europe, qui confond modernité, faiblesse et refus de penser à l'intérêt national pour paraître moderne; mais c'est une contradiction.

ZM : Le Premier ministre a fait un point très explicite à New York dans son discours à l'Assemblée générale des

Nations Unies qui reflète très bien nos observations des 18 derniers mois depuis la révolution. Ce qui s'est passé en Arménie en avril-mai 2018 a été un événement strictement arménien.

CG : Pas associé à des mouvements dans le monde arabe, en Afrique, rien à voir avec le Soudan ou l'Algérie? Vous ne pensez pas que cela faisait partie de ce grand mouvement?

ZM : Eh bien, regardez, avant le printemps arabe, les révolutions de couleur ou toute autre révolution, l'Arménie avait connu des protestations... En fait, nous plaisantons parfois avec nos amis français sur ce qui nous rend très semblables – nous aimons les protestations. Les protestations arméniennes ont commencé bien avant les contestations que l'on a constatées dans d'autres régions. Nous avons connu d'importantes manifestations en 1995, 1996, 1998, 2003, avec un bilan tragique de dix morts en 2008. Vous savez, chaque fois que nous avons eu tous ces grands défis, les défis aux élections, les défis à la corruption, les défis à l'injustice, ils ont tous été reflétés dans les rues de l'Arménie. Nous avons également connu des manifestations en 2015 – des manifestations *Electric Erevan* qui ont constitué en fait un tournant très important. Selon ma propre analyse, nous avons connu des manifestations plus bolcheviques dans le passé, ce qui se traduit par « À la suite de la situation actuelle, nous allons construire un avenir heureux ».

Electric Erevan a révélé une nouvelle génération d'Arméniens, une nouvelle génération de jeunes qui sont sortis dans la rue et ont dit : « Nous avons des demandes très spécifiques, qui sont de nature socio-économique, et nous restons strictement



dans les limites de la loi et nous cantonnons les problèmes dans leurs contextes ».

La révolution de 2018 a été essentiellement l'évolution de cette quintessence à ce stade où elle se produisait non pas au mépris du cadre institutionnel de la nation, mais sur l'insistance du cadre institutionnel de la nation qui revendiquait des valeurs telles que la démocratie, les droits de l'homme, etc. C'est la différence ; la révolution n'est pas sortie du néant. Si elle était sortie de nulle part, j'ai de sérieux doutes qu'elle serait restée pacifique et non violente. Mais nous avons insisté, et nous continuons à le faire, pour qu'il s'agisse d'une affaire strictement arménienne. Le seul drapeau qui était visible pendant la révolution était le tricolore. Mais nous avons exactement ce défi, et le Premier ministre l'a dit dans son discours à l'Assemblée générale, sur ce que nous avons réfléchi et insisté patiemment. J'insistais la plupart du temps sur la patience, car nos intentions sont claires et articulées, que ce que nous avons fait jusqu'à présent en Arménie est notre travail domestique : c'est ce que nous voulons pour notre nation et pour lequel nous avons un grand mandat du peuple.

En ce qui concerne la politique étrangère, nous devons être très conscients du maintien de l'intégrité de notre sécurité nationale.

CG : Cela m'amène à une autre question. Vous parliez d'une plate-forme ; puisque je suis ici et comme je suis allée aussi en Artsakh, j'ai pensé que l'un de vos principaux défis devrait être de transformer d'abord votre image. Ensuite, transformer le rôle de l'Arménie pour qu'au lieu d'être un problème elle devienne une plate-forme pour appor-

ter des solutions. Représenter un centre pour la résolution des conflits. Cela pourrait être très constructif. Et peut-être pourriez-vous simplement dire en tant qu'État souverain : « Nous pouvons aussi être une boîte à outils essentielle et une plate-forme précieuse pour le dialogue et la coopération, non seulement sur nos problèmes spécifiques, par exemple avec l'Azerbaïdjan et la Turquie. Tout est à nouveau en jeu en Europe, en Asie centrale et en Eurasie. Pour la Russie bien sûr et pour la Chine via ses projets de route de la soie. Vous pouvez complètement changer l'image de l'Arménie et aussi celle de la question d'Artsakh.

ZM : Nous ne sommes pas exclusifs dans cette fonction d'intermédiaire, car nous sommes également contributeurs à un programme mondial de coopération. C'est là que je voudrais à nouveau souligner le pouvoir du multilatéralisme. Si vous suivez la manière dont des questions spécifiques sont d'une importance particulière pour l'Arménie, elles reflètent très bien nos priorités nationales. Il est important pour chaque nation de coopérer les unes avec les autres afin que nous obtenions de meilleurs résultats et en harmonie dans les relations entre les nations, et que nous nous aidions également les uns les autres à atteindre les objectifs nationaux. Par exemple, vous avez déjà mentionné l'UE, mais pour notre programme de développement, nous appliquons un cadre multilatéral aussi important que l'Union économique eurasiennne (UEE) qui accorde un libre accès à 200 millions de consommateurs et c'est l'occasion de travailler ensemble sur des modalités qui

amplifient la coopération. Nous travaillons à attirer d'autres entités dans la coopération ces derniers temps avec le sommet de l'UEE en Arménie. Lorsque Singapour a signé deux accords spécifiques sur la coopération avec l'UEE, attirant la coopération entre l'Union africaine et l'Union eurasiennne, cela a aussi attiré l'attention de l'Égypte, de la Serbie et de l'Iran...

CG : Qu'en est-il de l'OCS (Shanghai Cooperation Organization) ?

ZM : Vous savez que nous avons un statut d'observateur là-bas. L'OCS a été construite à des fins spécifiques pour que les pays de la région s'attaquent aux défis communs. Nous avons par exemple, l'UE avec laquelle nous travaillons beaucoup sur de nombreuses questions liées à notre programme national. L'UE est un partenaire très important pour l'Arménie pour promouvoir nos capacités nationales selon un modèle qui, selon moi, est très important pour nous. Nous abordons également les pistes thématiques dont nous essayons de promouvoir la coopération, c'est-à-dire le rôle de l'innovation et du développement des technologies de l'information, le développement intelligent pour la nation et dans ce domaine nous sommes très actifs à la fois sur une plate-forme mondiale, régionale et sous-régionale, et dans les relations bilatérales. WCIT se déroule actuellement en Arménie et c'est une partie de l'histoire. Nous sommes des contributeurs très importants à la coopération internationale dans la prévention des atrocités et nous disposons d'une plate-forme spécifique pour cela : le Forum Mondial contre le Crime de Génocide. Il ne s'agit en fait pas d'un programme bilatéral ; c'est notre contribution mondiale, depuis plus de 20 ans, nous

développons notre programme mondial, nos capacités internationales à prévenir les atrocités, à travailler intensivement avec diverses nations, à l'échelle régionale, et nous contribuons au maintien de la paix dans de nombreuses régions du monde. Il s'agit d'une liste très limitée de diverses façons dont nous travaillons à l'échelle mondiale pour contribuer à la résolution des conflits, et c'est une partie très importante de notre travail.

CG : Sur le conflit du Haut-Karabakh ?

ZM : Tout d'abord, nous appuyons fermement le format existant du règlement pacifique avec la médiation de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE. Il y a des raisons très claires à cela : nous avons la France, la Russie et les États-Unis comme coprésidents, tous les trois sont des acteurs internationaux importants ayant le pouvoir politique nécessaire, des membres permanents et éminents du Conseil de sécurité, avec la connaissance, la compréhension, la présence dans la région en termes de contributeurs à la sécurité régionale. Ils disposent de l'expérience politique et diplomatique nécessaire, des connaissances, des instruments pour fournir une médiation efficace. Ceci, entre autres choses, compte tenu de toutes ces exigences importantes pour les qualités des médiateurs, il ya aussi un point important dans la dissuasion de l'escalade.

Fait intéressant et plus important encore, ces trois pays peuvent avoir des points de vue différents sur diverses autres questions de relations internationales, mais dans ce format, nous apprécions absolument leurs efforts conjoints. Nous travaillons à une résolution pacifique. Ils



ont toute l'expérience, la capacité et la volonté nécessaires pendant 25 ans pour que des efforts importants aient été faits, et c'est aux parties de parvenir à un accord. Leur médiation est très importante pour atteindre cet objectif. Ce format a évolué avec des analyses très profondes et significatives, la compréhension de divers paramètres et approches.

CG : Pensez-vous qu'un jour, ou un autre, l'Azerbaïdjan adoptera une position plutôt plus flexible avec quelque chose à offrir, qui serait positif pour l'Artsakh et l'Arménie?

ZM : Il ne peut y avoir de solution qui convienne aux intérêts d'une seule partie et l'autre chose importante est qu'il ne peut y avoir de solution autre que le règlement pacifique. Nous avons été très explicites en faisant ce point – le langage des menaces ne nous impressionne pas, et cela ne fonctionnera pas.

CG : Alors, que voulez-vous dire sur la nature du conflit?

ZM : La nature du conflit est un être humain, un être humain très réel, avec un visage, un nom, une maison, une famille, une terre, où ils vivent, ils travaillent. Et quand vous êtes en Artsakh, vous avez un sentiment très profond de ce que nous entendons par un être humain, qui n'est pas différent de tout autre être humain. Seulement leur sécurité existentielle physique est sous une menace directe. Et les raisons de notre préoccupation constante sont précisément motivées par les politiques de l'Azerbaïdjan. Il y a eu une guerre en 1991-1994 et il y a eu une situation où 40 % de la population du Haut-Karabakh a été nettoyée, a été anéantie et 40 % du territoire a été contrôlé par l'Azerbaïdjan.

À la suite d'une défense réussie [de la part des Arméniens], il y a eu un accord garantissant la sécurité et qui est le seul arrangement existant assurant la sûreté : il n'y a pas d'autre accord, un accord international pour assurer cette sécurité. L'Arménie a été et reste le garant, la seule garantie pour l'Artsakh.

Peut-il en être autrement? Non, parce que, comme je le dis, 150 000 Arméniens d'Artsakh sont essentiellement les gardiens de la sécurité de l'identité arménienne parce que nous avons eu des situations menaçantes par la suite, après 1994. Nous avons eu la menace constante et persistante, parfois une escalade pour réviser l'accord de 1994 des tentatives de plus en plus fréquentes de la violation du cessez-le-feu. La chose la plus préoccupante est aussi la propagande anti-arménienne qui est constamment conduite par les dirigeants de l'Azerbaïdjan. La quintessence est le cas de Ramil Safarov, un officier azerbaïdjanais qui, en 2004, participait à une formation de l'OTAN à Budapest avec d'autres personnes, dont un officier arménien, Gourgen Margaryan. Au milieu de la nuit, Ramil Safarov est entré par effraction dans la chambre et a décapité à la hache l'officier arménien dans son sommeil. Il a été jugé en Hongrie, condamné à la prison à vie et a commencé à purger sa peine. En 2012, par le fait d'un accord très obscur entre M. Orban et M. Aliyev, Safarov a été transféré en Azerbaïdjan. Une fois en Azerbaïdjan, il a été reçu comme un héros national et glorifié pour avoir tué un Arménien. C'est effrayant. Et cela est une raison pour prétendre qu'il existe une menace physique et existentielle pour le peuple du Haut-Karabakh. Avril 2016 a

également été un rappel de leur agression, a été un rappel que nos préoccupations au sujet des menaces physiques et existentielles de sécurité sont très réelles. Et puis toute menace pour ces 150 000 Arméniens va être un défi, un mal, un dommage au sentiment d'identité pour tout Arménien, qu'il soit à Los Angeles, à Paris, à Moscou, à Beyrouth ou ailleurs. Parce que nous sommes toujours une nation qui traverse le difficile défi de voir refuser la justice liée au génocide.

CG : Pensez-vous que ce serait une bonne idée d'inclure Artsakh dans le processus de Minsk ?

ZM : C'est une question pratique. Nous n'en avons pas fait une condition préalable, mais nous avons dit très clairement qu'il s'agit d'une question pratique importante : nous ne pouvons pas avoir une solution élitiste, parce que nous sommes une nation différente. Nous ne pouvons pas laisser les dirigeants signer un accord, puis l'imposer au peuple. Nous sommes un gouvernement qui a un mandat ferme de la part du peuple, nous négocions au nom du peuple qui nous a donné ce mandat. Croyez-moi qu'aucun gouvernement ne survivra 5 minutes après avoir trahi ce mandat. C'est donc une question pratique. Le sentiment d'appartenance à la solution appartient au Karabakh, à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan.

CG : Serez-vous d'accord si je dis que nous avons une certaine expérience depuis les années 1990 dans le dialogue entre l'Arménie et la Turquie mais quand il y a un discours de haine en Azerbaïdjan, il est très difficile d'amener les gens à la table du dialogue ?

ZM : C'est pourquoi, dans notre approche, nous avons souligné les priorités

absolues de la sécurité dont se trouve la question du statut en tant que priorité absolue pour l'Arménie : la sécurité et le statut. Nous avons également souligné qu'il n'y a pas d'alternative à un règlement pacifique. Nous avons en fait deux priorités et questions très importantes à traiter : l'une est la poursuite des travaux sur la réduction des risques d'escalade et il y a des propositions spécifiques à ce sujet, et aussi que nous devrions travailler à l'examen de la rhétorique et de s'engager dans une action qui prépare notre peuple respectif à la paix. Maintenant, il existe diverses initiatives qui incitent à un tel dialogue sur le plan juridique, comme au sein de la société civile et ainsi de suite, mais autant qu'il est important, ce n'est pas suffisant parce que si cette approche ascendante n'est pas soutenue par l'approche descendante, elle se dilue essentiellement elle-même, elle devient insignifiante et inefficace. C'est pourquoi nous insistons sur le fait qu'une approche descendante devrait avoir de l'importance. Le leadership des pays, le discours qui est animé par les dirigeants devraient également être tels qu'ils utilisent le langage du compromis et de la paix. Si le langage est « ma revendication ou rien » alors il est maximaliste et guidé seulement par des considérations de politique intérieure...

CG : Et pensez-vous qu'en Azerbaïdjan il pourrait y avoir un changement pour faire des propositions non pas par le haut mais par la société civile, et pour faire ce processus ascendant autour de conférences et d'autres forums ?

ZM : Vous comprenez très bien que leur pays a sa propre raison, alors peut-être



qu'une initiative venant d'en haut vers le bas est plus importante pour eux.

CG : Oui, mais ils auraient dû... Si nous voulons réussir, nous devrions probablement avoir quelque chose à offrir.

Z M : Je dois dire que, malheureusement, nous n'avons rien entendu de nouveau dans les dernières déclarations de M. Aliyev.

CG : Peut-être la position russe devrait-elle évoluer pour faire pression sur eux ?

Z M : Eh bien, je pense que c'est là que les coprésidents, chacun à leurs façons, et ensembles ont un rôle à jouer.

CG : Au sujet de la rivalité, je voudrais avoir votre évaluation sur la rivalité chinoise – russe dans le Caucase et en Asie centrale, parce qu'il semble être réel. En ce qui concerne l'Eurasie, en ce qui concerne la coopération économique, elles existent.

Mais derrière comme vous l'avez dit des objectifs nationaux très différents, l'état d'esprit national et les enjeux. Que pensez-vous à ce sujet ?

Z M : Dans ma position, je pourrais dire que le même principe d'insister sur une coopération plutôt que sur une confrontation est le bon.

CG : Indépendance énergétique par exemple ?

Z M : L'indépendance énergétique est évidemment une question très, très importante pour nous et cela fait partie de notre politique globale d'architecture de sécurité nationale consolidée soutenue qui comprend également en elle la question de la sécurité énergétique et de la diversité énergétique et de la collectivité. Évidemment, pour cela, nous travaillons tous azimuts.